

grand illogisme qui se soit jamais vu depuis que le monde est monde, soit celui de voir s'accumuler tous les biens et services de consommation, sans y avoir apporté une possibilité de consommation. Nous verrons alors la production s'accumuler devant une population qui sera incapable de s'approprier cette production qui, pourtant, a été faite et conçue pour elle. Ce sera là l'illogisme auquel tous les peuples de la terre auront à faire face.

Monsieur le président, je crois devoir terminer mes observations à ce stade et je demande à tous les députés de considérer les différents points de vue que j'ai émis. Par ailleurs, si mon humble contribution à ce débat a pu aider de quelque façon, j'en serai très heureux.

(Traduction)

M. Berger: Monsieur le président, les membres du Nouveau parti démocratique étaient heureux de voir cette résolution au *Feuilleton* et ils le sont encore plus de voir que le comité en est saisi maintenant, parce qu'ils y voient un indice que le gouvernement prendra des mesures au sujet du chômage et de l'automatisation. Comme le ministre du Travail le sait fort bien, nous sommes d'avis que le gouvernement aurait pu faire plus à l'égard de ces problèmes depuis le 18 juin. La résolution propose deux mesures qui pourraient atténuer la hausse du chômage que la technique et l'automatisation ont laissée derrière elles. Son libellé est plutôt vague mais, d'après ce qu'elle propose et d'après ce que le ministre nous a déclaré aujourd'hui, on peut dire que cette résolution renferme deux éléments essentiels. D'abord, elle prévoit des stimulants fiscaux à l'industrie afin de l'encourager à élaborer des programmes d'ajustement de la main-d'œuvre; ensuite, elle prévoit des versements aux ouvriers afin de les encourager à se rendre dans des régions où il y a des emplois disponibles.

N'oublions pas, monsieur le président, que ces mesures, à elles seules, ne sont pas suffisantes parce qu'elles s'occupent du sort de l'ouvrier seulement après que les conditions économiques ont changé, que la technique et l'automatisation l'ont privé de son emploi. Si ce sont là les seules mesures que le gouvernement est prêt à prendre, alors nous n'aboutirons à rien. Ce qu'il faut, c'est la volonté de planifier l'avenir économique du pays; d'intervenir à chaque étape, s'il le faut, afin de procurer des emplois et de la sécurité à tous les Canadiens. Si l'on veut s'assurer qu'aucun de nos citoyens ne souffrira du chômage, nous devons organiser notre économie dans ce sens. Il nous faut être prêts à régler le flot des placements, l'implantation de l'industrie et la création de nouveaux produits. Il ne suffit pas de dire simplement que

le gouvernement fédéral interviendra après que toutes ces décisions relatives aux placements, à l'implantation de l'industrie et à la création de nouveaux produits auront déjà été prises par les dirigeants et les hauts échelons de l'industrie et du monde des affaires. Il ne suffit pas, après qu'on aura laissé ces secteurs aux mains de particuliers et toutes ces importantes décisions à des gens qui ne sont pas tenus de rendre compte au pays lui-même, d'encourager, à ce moment-là, les affaires et l'industrie à entreprendre un programme d'ajustement de la main-d'œuvre et d'encourager les travailleurs qui ont été privés de leur emploi à se rendre dans des régions où il y a des emplois disponibles. Des mesures comme celles que contient la résolution sont certes utiles, mais elles ne s'attaquent pas au cœur du problème.

Le véritable problème est celui du désordre économique et, de l'avis des membres de notre parti, il ne suffira pas d'offrir des mesures comme celles que renferme la résolution à l'étude, si l'on ne va pas à la source du mal. Ce qui n'est possible qu'en s'engageant dans un programme de planification économique. Quand j'ai dit que ceux qui, dans notre pays, prennent aujourd'hui les principales décisions dans le domaine économique ne sont pas responsables, je voulais dire qu'ils ne sont pas comptables envers les gens qui travaillent pour eux, envers ceux qui achètent leurs produits, ni envers ceux qui travaillent dans de petites entreprises qui se rattachent à l'industrie et qui ne sont pas au courant des décisions prises aux paliers supérieurs. C'est dans ce sens que notre situation économique comporte des décisions importantes prises par ceux qui ne sont pas comptables de leurs actes à des organismes extérieurs. Il me semble juste de formuler cette critique, même si je n'ai aucun sentiment d'hostilité contre ceux qui, dans les circonstances actuelles, sont capables de prendre les décisions touchant au bien-être de chacun d'entre nous. Mais nous estimons que nous devrions avoir quelque chose à dire au sujet de la façon de procéder.

Il sera inutile d'encourager l'industrie à s'engager dans un programme de réadaptation pour ces employés si, une fois ceux-ci formés, il n'y a pas d'emplois à leur offrir. Il sera inutile aussi, de persuader les travailleurs de quitter une région de marasme pour une autre, si celle-ci ne leur offre pas plus de travail.

Le gouvernement actuel a établi un programme de réadaptation professionnelle et technique il y a déjà quelques années. Il me semble que ce programme a prouvé qu'il était futile d'essayer de s'occuper des travailleurs privés de leur emploi à la suite de l'automatisation et des changements technologiques intervenus, sans tâcher, en même temps, de